

Recherches sociographiques



La genèse du réseau urbain du Québec

Louis Trottier

Volume 9, numéro 1-2, 1968

L'urbanisation de la société canadienne-française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055389ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055389ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Trottier, L. (1968). La genèse du réseau urbain du Québec. *Recherches sociographiques*, 9(1-2), 23-32. <https://doi.org/10.7202/055389ar>

Résumé de l'article

Ce n'est pas une mince entreprise que de tenter de reconstituer la genèse du réseau urbain du Québec. Aux difficultés qui découlent de l'insuffisance des connaissances sur l'histoire économique et sociale s'ajoutent, en effet, celles que poserait la présentation des documents statistiques et cartographiques nécessaires pour une analyse approfondie du sujet. Nous avons donc renoncé à présenter un véritable essai d'interprétation géographique du réseau urbain québécois, difficile à imaginer sans recours aux méthodes quantitatives et sans référence aux schémas théoriques utilisés ailleurs dans l'analyse des réseaux urbains. Laissant de côté plusieurs questions importantes, comme l'évolution du rôle des villes dans l'organisation de l'espace géographique québécois ou les transformations dans les structures des espaces urbanisés, nous nous limiterons à présenter un tableau général de l'évolution des effectifs urbains, des fonctions des villes et de leur répartition.

LA GENÈSE DU RÉSEAU URBAIN DU QUÉBEC

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES

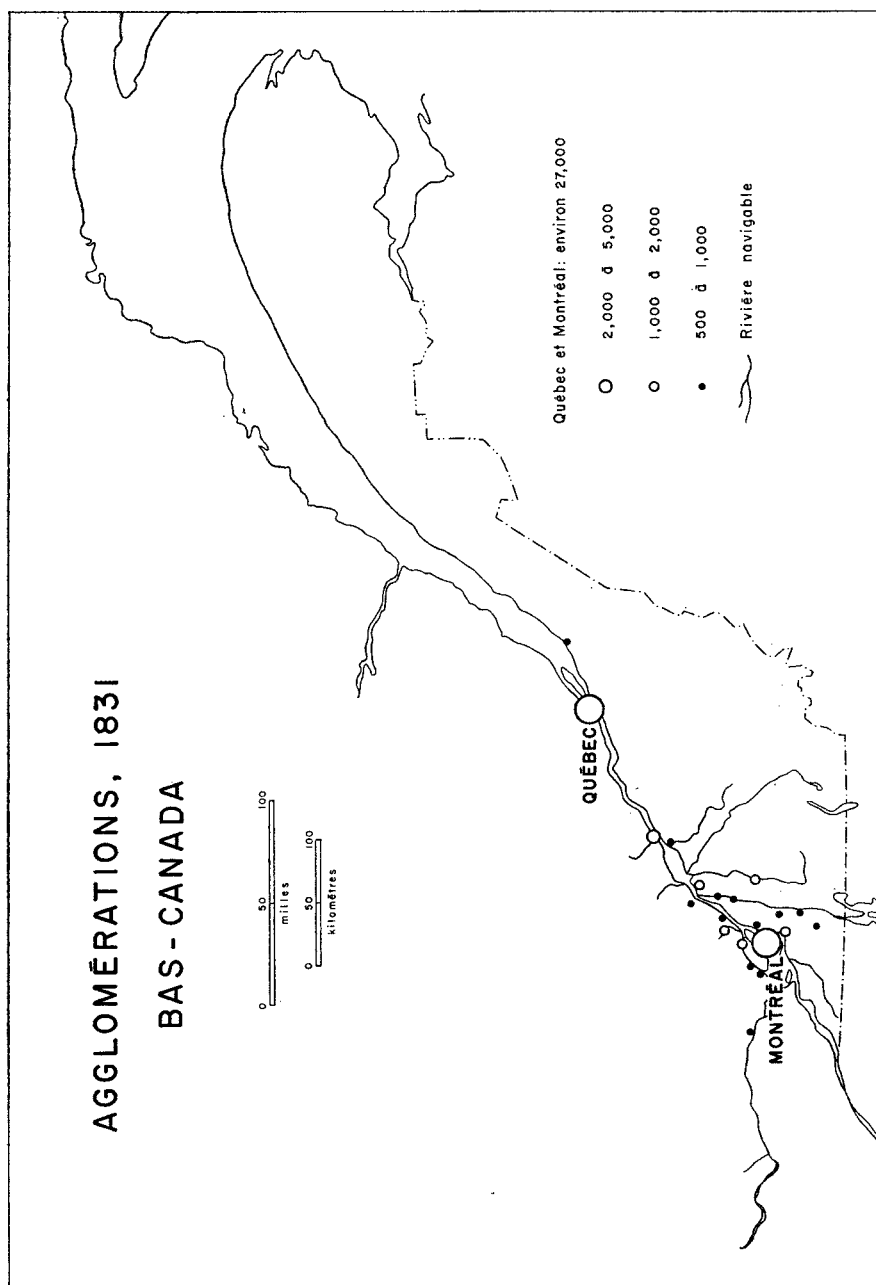
Ce n'est pas une mince entreprise que de tenter de reconstituer la genèse du réseau urbain du Québec. Aux difficultés qui découlent de l'insuffisance des connaissances sur l'histoire économique et sociale s'ajoutent, en effet, celles que poserait la présentation des documents statistiques et cartographiques nécessaires pour une analyse approfondie du sujet. Nous avons donc renoncé à présenter un véritable essai d'interprétation géographique du réseau urbain québécois, difficile à imaginer sans recours aux méthodes quantitatives et sans référence aux schémas théoriques utilisés ailleurs dans l'analyse des réseaux urbains. Laissant de côté plusieurs questions importantes, comme l'évolution du rôle des villes dans l'organisation de l'espace géographique québécois ou les transformations dans les structures des espaces urbanisés, nous nous limiterons à présenter un tableau général de l'évolution des effectifs urbains, des fonctions des villes et de leur répartition.

I. LES EFFECTIFS URBAINS

Comparée à celle de l'Ontario, l'évolution des effectifs urbains dans le Québec présente peu de caractères vraiment originaux. On note seulement une ampleur un peu moindre de la concentration de la population dans les villes, un certain décalage dans le temps, et surtout une plus grande concentration relative dans la ville principale.

On sait que, depuis les débuts de la colonisation jusque vers 1830, la croissance urbaine, dans ce qui est aujourd'hui le Québec, se résume essentiellement au développement de deux villes, Québec et Montréal. À la fin du Régime français, en dépit d'un accroissement très lent de ces deux villes, le taux d'urbanisation de l'ensemble de la population est de plus de 20 pour cent, bien qu'on ne compte qu'une quinzaine de milliers d'urbains. Vers 1830, ce taux est passé à environ 10 pour cent seulement par suite d'un accroissement considérable de la population rurale; la population urbaine cependant s'est multipliée par quatre au cours de ces soixante ans. Sur 60,000 urbains, environ 54,000 habitent dans les villes de Québec et de

CARTE 1



Montréal, soit à peu près 27,000 dans chacune d'elles.¹ On ne doit pas trop se surprendre de l'absence de développement de nombreuses villes commerciales dans une région où l'économie rurale nécessite relativement peu d'échanges. Dans le Haut-Canada, vers la même époque, si le taux d'urbanisation est légèrement inférieur, c'est surtout le chiffre de la population urbaine qui est beaucoup moins élevé: on y compte à peine une quinzaine de milliers d'habitants vivant dans des agglomérations dont la population est supérieure à cinq cents. Quant à la plus grande ville du Haut-Canada en 1830, Kingston, elle possède moins de 4,000 habitants.

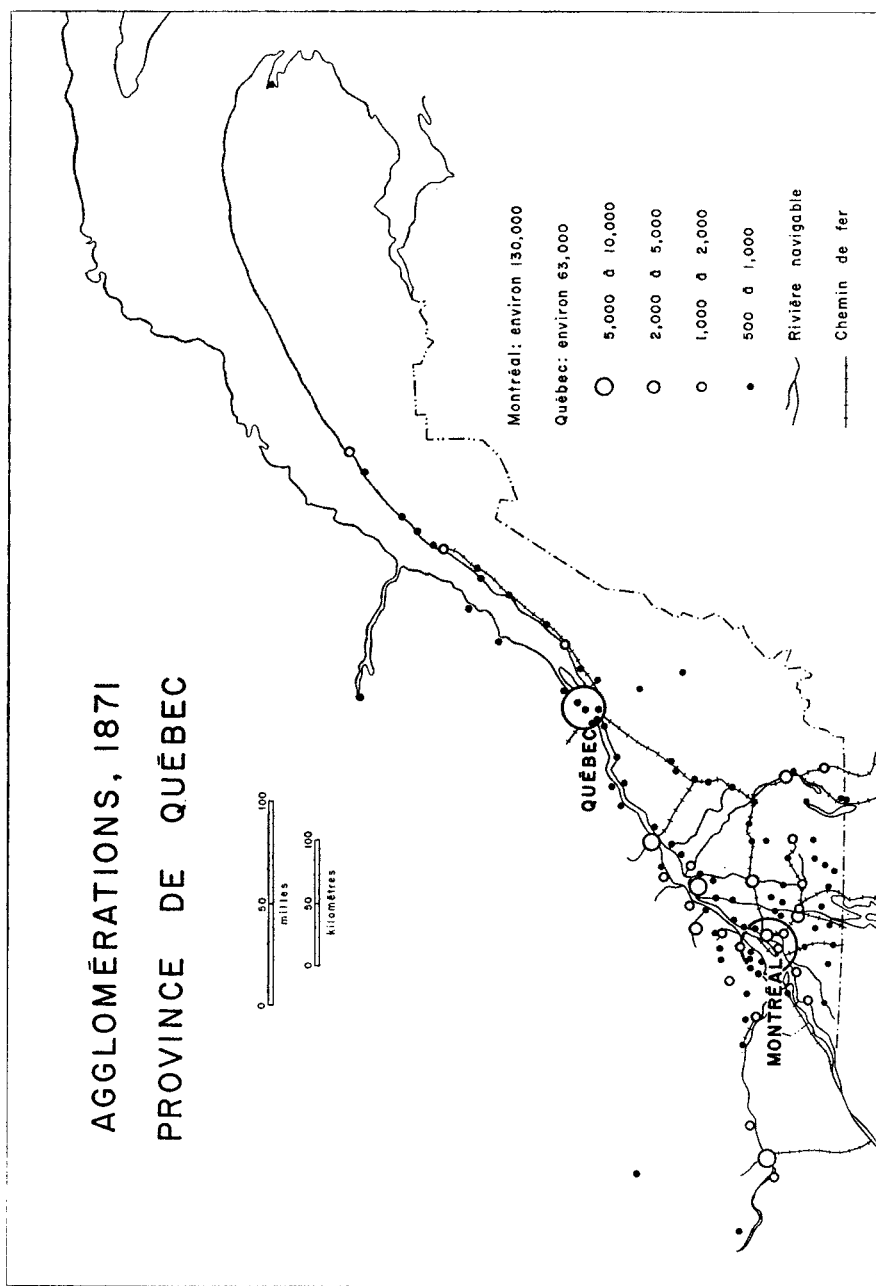
Le Bas-Canada allait cependant perdre graduellement cette avance dans les années suivantes, en dépit du fait que la population urbaine devait se multiplier encore par quatre au cours de la période 1830-1870, ce taux d'accroissement étant presque deux fois supérieur à celui de la population totale. On peut estimer à environ 320,000 le chiffre de la population vivant dans quelque cent vingt agglomérations de plus de cinq cents habitants en 1871, alors que la population urbaine proprement dite se chiffre à environ 240,000 personnes. Le rythme du mouvement de concentration de la population a donc été plus rapide en Ontario que dans le Québec, puisqu'on peut estimer à environ 350,000, en 1870, le chiffre des urbains dans l'Ontario, ce qui donne un taux d'urbanisation d'environ 20 pour cent, c'est-à-dire un taux à peine inférieur à celui du Québec. Montréal (130,000) et Québec (60,000) continuent cependant d'occuper une place prépondérante parmi les villes canadiennes, la population de Toronto se chiffrant à moins de 60,000 habitants, celle d'Ottawa, à quelque 20,000, celle de London, à 15,000 et enfin celle de Kingston, à environ 12,000 seulement.

Entre 1870 et 1930, l'accroissement de la population urbaine se fait à un rythme très accéléré, surtout à partir de 1900. En effet, le taux d'urbanisation, qui était à peu près de 35 pour cent en 1900, atteint presque 60 pour cent en 1930. L'ensemble de la population urbaine se chiffre alors à quelque 1,800,000 habitants, Montréal en rassemblant à peu près 1,000,000 et Québec, environ 170,000. L'Ontario s'urbanise à un rythme comparable. En 1900, la province voisine compte déjà près de 1,000,000 d'urbains et, en 1930, un peu plus de 2,000,000.

Passons rapidement sur la période la plus récente. Rappelons seulement que, de 1931 à 1951, la croissance urbaine a connu un net ralentissement, puisque le taux d'urbanisation n'était passé qu'à 64 pour cent en 1951. Pendant la seule décennie 1951-1961, par contre, la population urbaine s'est accrue de 1,200,000 habitants, soit un gain de quelque 45 pour cent. C'est ainsi que le Québec est devenu aujourd'hui l'un des territoires les plus urbanisés au monde, comme la plupart des autres régions de l'Amérique du Nord.

¹ Voir la Carte 1.

CARTE 2



Après cette brève rétrospective d'ensemble du mouvement de concentration de la population, il faut examiner l'évolution du nombre et de la taille des villes. Le Québec se caractérise en effet depuis toujours par l'extrême concentration de la population urbaine dans deux villes, Montréal et Québec. Ainsi, en 1830, une seule autre agglomération, celle des Trois-Rivières, dépasse 2,000 habitants et cinq centres seulement ont une population comprise entre 1,000 et 2,000 personnes. L'augmentation de la population des villes de Montréal et de Québec se chiffre à un peu plus de 130,000 personnes, à comparer à une augmentation de 180,000 personnes pour l'ensemble de la population qu'on peut considérer comme urbaine au cours de la période 1830-1870. Outre Québec et Montréal, aucune agglomération n'a une population supérieure à 10,000 habitants en 1870 et quatre seulement ont une population comprise entre 5,000 et 10,000 habitants. Dans tout le Québec, 31 agglomérations seulement ont une population de plus de 1,000 habitants.¹ On peut comparer encore une fois ces chiffres à ceux de l'Ontario. En 1881, cette province compte 47 agglomérations de plus de 1,000 habitants dont sept de plus de 5,000 habitants. Quant à Toronto, elle ne rassemble qu'une soixantaine de milliers d'urbains sur les 350,000 que compte la province. Le réseau urbain de l'Ontario, vers la fin du troisième quart du XIX^e siècle, était donc déjà mieux hiérarchisé que celui du Québec, non seulement parce qu'on y trouvait un beaucoup plus grand nombre de petites villes, mais aussi à cause de la présence de trois villes de 10,000 à 20,000 habitants.

Le petit nombre des villes moyennes et la faiblesse de leur population continuent de caractériser le réseau urbain du Québec au XX^e siècle. En 1901, par exemple, on ne comptait encore que sept agglomérations dont la population dépassait 5,000 habitants, en exceptant Montréal et Québec. En 1931, le nombre des agglomérations de plus de 10,000 habitants n'atteignait qu'une douzaine. À partir de la fin du XIX^e siècle, Montréal rassemble au moins 50 pour cent de la population urbaine du Québec à chaque recensement. Québec, au contraire, est stagnante entre 1870 et 1900, alors que commencent à se développer plusieurs petits centres urbains. Elle ne compte plus, en 1900, que 10 pour cent de la population urbaine de la province, contre 25 pour cent trente ans plus tôt.

La distribution des villes du Québec par classes de tailles, en 1961, présente encore bien des analogies avec celle de 1871. En effet, les petites villes de moins de 5,000 habitants rassemblent un total d'un peu moins de 400,000 personnes, soit 10 pour cent seulement de la population urbaine de la province; la population de toutes les villes de moins de 20,000 habitants, qui sont pourtant au nombre de 230, représente moins du cinquième de la population urbaine totale, alors que Montréal et Québec continuent d'en rassembler près de 60 pour cent. Bien plus que par son taux d'urbanisation,

¹ Voir la carte 2.

c'est par cette extrême concentration de la population urbaine dans deux centres, et surtout dans une immense agglomération, que le Québec se distingue de l'Ontario et de la plupart des autres régions de l'Amérique du Nord.

II. LES FONCTIONS ET LE RAYONNEMENT DES VILLES

L'étude des fonctions et du rayonnement des villes québécoises ne présente vraiment d'intérêt qu'à partir de 1830, alors qu'elles commencent à se multiplier et à se développer. Jusque-là, on ne peut guère qu'analyser le rôle respectif de Montréal et de Québec dans la vie des relations de la colonie et comparer ce rôle à celui des autres grandes villes de l'Amérique du Nord. Les fonctions des petits centres, en effet, sont peu importantes et peu variées. Parmi ces fonctions, on doit signaler surtout la collecte et la distribution de produits entre les campagnes avoisinantes et Québec ou Montréal, l'éducation, l'administration de la justice, la résidence (d'agriculteurs, de rentiers ou de familles bourgeoises) et la petite industrie.

Par contre, à partir du milieu du XIX^e siècle, on peut voir un certain nombre de centres acquérir une fonction régionale ou une fonction industrielle, ou les deux fonctions simultanément. Aussi une certaine hiérarchie s'établit-elle bientôt parmi ces villes sur le plan de la population aussi bien que sur le plan économique. Si l'on utilise comme indice du rôle des agglomérations dans la vie de relations, la présence d'une banque et d'un journal hebdomadaire, on voit que la liste des véritables centres régionaux comprend neuf des plus grosses agglomérations de la province en 1870, mais on y trouve aussi quelques centres, en particulier Waterloo, Coaticook, Cowansville et Rock Island qui, en dépit de leur faible population, semblent exercer les mêmes fonctions. Il est difficile de mesurer l'importance du rayonnement des villes à cette époque mais il n'est pas douteux que certains de ces centres entretenaient des relations commerciales, ou autres, avec une région relativement vaste. Les centres secondaires se localisant généralement à la périphérie de la zone d'influence du centre principal, on peut penser que le rayonnement de Montréal devait atteindre, dans certains domaines, Joliette, Sorel, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean.

Bien que les inégalités dans la croissance urbaine, au cours de la période 1830-1870, s'expliquent également par d'autres raisons, en particulier par l'avance prise par certains centres, comme Montréal, Québec et Trois-Rivières, le chemin de fer apparaît comme le principal facteur de hiérarchisation des villes au milieu du XIX^e siècle. L'implantation du réseau de voies ferrées a eu, en effet, comme conséquences non seulement la création de villes nouvelles mais aussi le reclassement des villes déjà existantes. En 1830, il y avait 21 agglomérations de plus de 500 habitants dans le Bas-Canada, dont sept seulement sont vraiment devenues des villes en 1870, alors que les quatorze autres sont demeurées de petits villages. De ces sept

villes, au moins quatre doivent, dans une large mesure, leur développement au chemin de fer qui leur a permis de jouer davantage le rôle de centres de distribution et d'attirer l'industrie. Entre 1831 et 1851, période où chacune d'elles est atteinte par le chemin de fer, Montréal voit sa population passer de 27,000 à 58,000 habitants; Saint-Hyacinthe et Saint-Jean voient la leur tripler, de 1,000 à plus de 3,000 habitants. La croissance de Lévis, atteinte par le chemin de fer en 1854, est encore plus spectaculaire, puisque la population de cette ville passe de 1,200 en 1851 à 8,000 en 1870. La stagnation ou le déclin des quatorze autres petites agglomérations après 1830 s'explique aussi surtout par la construction des chemins de fer dans la plaine de Montréal. En effet, à l'exception de Nicolet, toutes ces agglomérations étaient situées dans cette région. Le chemin de fer leur a simplement enlevé leur rôle de petits centres de distribution, au profit de Montréal et des centres plus importants de la plaine où les activités de service se sont concentrées. On peut citer comme exemples Laprairie, Terrebonne et Naperville qui ont vu diminuer le chiffre de leur population entre 1851 et 1871.

Comme dans l'Ontario, l'industrie a fortement influencé le développement urbain dans le Québec, surtout après 1870 ou 1880, soit en étant à l'origine de la création de villes, soit en apportant une impulsion décisive à de petits centres de service qui n'étaient encore que des embryons de villes. Au tournant du siècle, les villes créées par l'industrie minière ou manufacturière se situent surtout dans les Cantons de l'Est, comme Thetford et Asbestos, et dans les vallées des grands affluents du Saint-Laurent, comme Shawinigan et Grand'Mère dans la vallée du Saint-Maurice. Plus tard, les villes de l'Abitibi, puis celles de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, sont d'autres exemples de villes créées par l'industrie et qui sont souvent demeurées spécialisées dans cette fonction. Il faut d'ailleurs remarquer que rares sont les villes québécoises d'une certaine importance qui n'ont pas acquis, à partir du début du xx^e siècle, une fonction industrielle qui est venue s'ajouter à leur fonction de service, ce qui est assez original. Par contre, à partir du moment où la grande industrie, sélective par nature, est venue s'installer soit à Montréal, soit en des sites favorisés par une chute ou par le chemin de fer, la petite industrie est souvent disparue des petites agglomérations moins avantagées, les arrêtant dans leur développement pour une période plus ou moins longue.

Les villes manufacturières spécialisées constituent aujourd'hui le groupe le plus considérable parmi les villes de plus de 10,000 habitants dans le Québec. Il en est d'ailleurs de même en Ontario, mais à un moindre degré, bien que l'activité industrielle y soit plus considérable. Les centres régionaux du Québec, moins nombreux que ceux de l'Ontario, possèdent aussi, pour la plupart, une fonction manufacturière relativement importante, ce qui n'est pas le cas dans la province voisine. Dans les deux provinces enfin, ce sont surtout les villes périphériques qui ont des fonctions diversifiées, les villes

spécialisées (sauf les villes minières) se trouvant dans les régions les plus densément peuplées. On comprend aisément que l'éloignement des grands centres oblige les villes à posséder une grande variété de fonctions de services. La concurrence de Montréal, par ailleurs, a apparemment une influence qui n'est pas négligeable sur le rôle et sur le dynamisme des villes situées autour d'elle dans un rayon de plusieurs milles. Alors que les villes les plus proches de Montréal voient leur population s'accroître rapidement et leurs activités se multiplier à mesure qu'elles s'intègrent davantage à l'agglomération métropolitaine, plusieurs villes de la plaine, qui en sont un peu plus éloignées, n'arrivent pas à prendre un véritable essor à cause sans doute de la concurrence accrue que leur fait la grande ville, celle-ci étant de plus en plus accessible aux populations environnantes.

III. LA RÉPARTITION DES VILLES

Les rives du Saint-Laurent et de ses affluents rassemblent depuis toujours la grande majorité des villes du Québec. Que la plupart des centres urbains soient situés le long des principales voies de circulation qui ont fixé la majorité de la population n'a rien pour surprendre, puisque c'est justement la vie de relations qui les a fait naître. Cependant, la répartition des villes dans le Québec ne s'explique pas seulement par leur rôle de centres de commerce et de services, car cette répartition présente plusieurs anomalies par rapport à celle de la population qu'elles desservent, aussi bien en 1870 qu'en 1960.

En examinant la répartition des 120 agglomérations de plus de 500 habitants en 1870, on constate qu'une cinquantaine d'entre elles sont situées sur les rives du Saint-Laurent et environ vingt-cinq sur les rives de quatre grands affluents, Outaouais, Richelieu, Saint-François et Yamaska. On remarque aussi qu'une vingtaine d'agglomérations sont à moins de cinquante milles de Québec et qu'au moins une cinquantaine sont situées dans un même rayon autour de Montréal. L'examen de leur répartition en fonction de leur taille permet de constater que les plus petites sont disposées en alignements, d'une part, et en concentrations, d'autre part. Les quatre principaux alignements comprennent chacun une dizaine d'agglomérations: deux sur les rives du fleuve, un le long de la voie ferrée Richmond-Lévis, le dernier s'étirant parallèlement à la frontière américaine, dans la plaine de Montréal et dans les Cantons de l'Est. Deux groupes de petits centres sont plutôt disposés en grappes autour des deux grandes villes, Montréal et Québec, soit une quinzaine autour de la première et une dizaine autour de la seconde. Le nombre des petits centres qui font ainsi partie de groupements ou d'alignements dépasse 75, une douzaine seulement paraissant vraiment dispersés. Quant aux agglomérations dont la population dépasse 1,000 habitants, il faut, pour étudier leur répartition, distinguer deux groupes. Les aggloméra-

tions les plus importantes, à la fois par leur population et par leur rôle régional, sont dispersées de façon assez régulière à travers le territoire occupé de la province, du moins à l'ouest et au sud de Québec: Montréal, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean, dans la plaine de Montréal; Sorel et Trois-Rivières, à chaque extrémité de la plaine du lac Saint-Pierre; Québec, dans la plaine, au contact de l'estuaire; Sherbrooke, dans les Cantons de l'Est; Hull, dans la vallée de l'Outaouais. Les agglomérations dont la population est comprise entre 1,000 et 5,000 âmes sont, par contre, presque toutes groupées dans la plaine de Montréal et dans celle du lac Saint-Pierre, la distance qui les sépare les unes des autres augmentant en fonction de leur éloignement de Montréal.

L'intensité de la vie de relations dans la plaine de Montréal par rapport à la plupart des autres régions de la province, intensité qui se traduit dans ce foisonnement de petites villes, dépend de divers facteurs dont les principaux sont sans doute la proximité même de la grande ville et la prospérité relative de l'agriculture dans cette région. Dans les Cantons de l'Est, la concentration d'un groupe de petits centres urbains très actifs, aussi bien que l'absence complète de tels centres à l'est de Québec laissent croire que les populations rurales utilisent de façon très inégale les services qui leur sont offerts par la ville. La tradition urbaine des anglophones dans la première région, l'éloignement de la grande ville ainsi que l'absence de prospérité dans la seconde, expliquent probablement dans une large mesure ces inégalités.

Enfin, il faut aussi faire appel à la localisation des industries pour expliquer quelques-uns des traits que nous venons de décrire. En effet, outre les villes industrielles dont nous avons déjà parlé et qui sont situées en fonction de ressources naturelles, plusieurs villes de la plaine de Montréal doivent une part de leur développement à des industries qui se sont vraisemblablement localisées en fonction du marché montréalais.

Il est certain que la répartition actuelle des villes est plus conforme à la théorie « des places centrales » que la répartition de 1870, bien que plusieurs des grands traits de cette répartition soient les mêmes: alignement le long des rives du Saint-Laurent et de ses affluents, concentration autour de Montréal. D'une façon générale, on peut dire toutefois que les villes sont bien réparties à travers le territoire occupé, surtout celles de moins de 5,000 habitants. Pour leur part, les villes de plus de 10,000 habitants, au sud et à l'ouest de Québec, sont espacées à peu près uniformément et leur disposition en arcs de cercle correspond en gros aux limites des zones d'influence des principaux centres qui se partagent le territoire. Néanmoins, le réseau urbain québécois présente encore de nombreuses anomalies, tant en ce qui concerne la hiérarchie des villes que leur répartition. Signalons, à titre d'exemples, le fait que la région qui s'étend à l'est de Québec, sur la rive sud du Saint-Laurent, ne possède encore aucun centre urbain vraiment important; aussi le fait qu'il existe, dans plusieurs régions, des groupements de petites villes qui tendent à former des ensembles urbains multinucléaires.

Cette diversité régionale paraît être l'une des caractéristiques les plus importantes du réseau urbain québécois. Si, par exemple, on tente de mesurer l'intensité de l'urbanisation simplement en traçant des cercles d'un rayon de vingt milles autour des villes d'une certaine importance en 1870, en 1930 ou en 1968, on est frappé par le fait que la pénétration par la ville des diverses régions de la province a toujours été très inégale. Depuis le dernier tiers du XIX^e siècle, en effet, la plaine de Montréal possède un semis relativement serré de centres urbains assez uniformément répartis. Il en est de même, à un moindre degré, pour la plaine du lac Saint-Pierre et pour la partie occidentale des Cantons de l'Est. Dans plusieurs régions périphériques, au contraire, ce n'est qu'assez récemment que certains centres ont atteint une taille et acquis des fonctions qui en ont fait de véritables villes. Ces variations régionales de l'intensité et des modalités de l'urbanisation mériteraient d'être analysées beaucoup plus attentivement que nous n'avons été en mesure de le faire dans le cadre de cette brève étude. Il nous semble qu'il ne sera pas possible sans cela de comprendre comment s'est organisé l'espace québécois, que l'on considère cet espace comme un espace social, comme un espace politico-administratif ou comme un espace économique.

Louis TROTIER

*Institut de géographie,
Université Laval.*